



**UNION LOCALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIERE
DE SAINT-NAZAIRE ET SA REGION**
MAISON DES SYNDICATS (4^e ETAGE) 4, Rue François MARCEAU 44600 Saint-Nazaire
Tel : 02.40.22.52.35 fax : 02.40.22.15.04



COMMUNIQUÉ

Du 27 au 31 mai : une semaine sans Fonction publique pour défendre la Fonction publique

Fonction publique : Mobilisation tous azimuts

Un rassemblement le 28 mai devant l'Assemblée nationale pour dire non au projet de loi de transformation de la Fonction publique, une semaine d'actions organisée par les hospitaliers et les territoriaux du 27 au 31 mai, des réunions publiques, des grèves dans moult secteurs... Les fonctionnaires (...)

Si l'exécutif songeait à faire passer ses contre-réformes comme une lettre à la poste, il s'est égaré. Depuis des mois, les actions de protestation (manifestations, rassemblements, assemblées générales, grèves...) se sont multipliées dans toute la Fonction publique (Finances publiques, Education, Douanes....) et elles perdurent.

Actuellement, l'amplification du mécontentement se traduit par une accélération du nombre et de l'étendue des actions. Pour preuve il suffit de regarder le planning récent, en cours et à venir des différentes opérations de contestation.

Ainsi une grève a été lancée du 23 mai au soir au 25 mai au matin dans les hôpitaux de Paris (AP-HP) par huit syndicats dont FO. Un rassemblement est organisé le mardi 28 mai (de 12h à 14h) devant l'Assemblée nationale à l'initiative de plusieurs organisations de la Fonction publique. La fédération générale des fonctionnaires FO (FGF-FO) appelle à y participer.

« Une semaine sans Fonction publique » du 27 au 31 mai

Ce 28 mai, la fédération FO des Services publics et de Santé (SPS-FO) participera avec trois autres organisations à un rassemblement prévu à 11 heures par les personnels de Santé devant le ministère dédié. Le secrétaire général de la Confédération, Yves Veyrier, se rendra à ce rassemblement. Les personnels de Santé (hospitaliers, agents des Ehpad, de l'action sociale...) rejoindront à midi les fonctionnaires des deux autres versants de la Fonction publique devant l'Assemblée.

Alors que de nombreuses grèves ont lieu depuis plusieurs semaines dans les hôpitaux - particulièrement dans les services d'urgence- où les agents revendiquent de meilleures conditions de travail, une augmentation des moyens et des effectifs et entre autres aussi des hausses de salaires, la fédération SPS-FO s'inscrit dans une opération de mobilisation, de grèves et d'actions diverses, intitulée « une semaine sans Fonction publique pour préserver la Fonction publique ». Cette semaine décidée par plusieurs organisations donc la SPS-FO se déroulera du 27 au 31 mai.

Les agents ont dans le collimateur le projet de loi « ma santé 2022 » actuellement devant le Parlement. « Un projet, s'indigne la fédération SPS-FO, qui vise à « la suppression de 30 000 postes, la

fermeture de nombreux services dans le cadre de la labellisation de 600 hôpitaux dans les GHT (groupement hospitalier de territoire, Ndlr) et va entraîner de la mobilité forcée pour les agents et une augmentation de la charge de travail déjà insupportable ».

Rassemblements, opérations escargot, meetings ...

Dans le cadre de cette semaine de grèves et de mobilisation, les agents des services de santé ont prévu différents modes d'actions. Les territoriaux aussi, qui rappellent leurs revendications tel l'arrêt de la remise en cause des accords sur le temps de travail, l'arrêt de l'individualisation de la rémunération, cela sans compter comme l'ensemble des fonctionnaires bien sûr, la demande d'arrêt des contre-réformes...

Les différentes actions prévues iront ainsi de rassemblements devant des hôpitaux à la rencontre de parlementaires en passant par des conférences de presse, des opérations escargot, l'organisation de meetings avec les unions départementales FO, la distribution de tracts...

Le 28 mai avec FO pour le retrait du projet de loi

Pourquoi un temps fort d'actions le 28 mai ? C'est le jour du vote en première lecture par l'Assemblée nationale du texte du projet de loi de transformation de la Fonction publique que le gouvernement souhaiterait voir adopté début juillet. Or, si depuis plus d'un an, à coup de séances de concertations, le ministère de l'Action et des Comptes publics a cherché à obtenir l'assentiment des syndicats sur le texte présenté... il a échoué. Les neuf organisations représentatives de la Fonction publique (qui tiendront une nouvelle intersyndicale le 3 juin) ont en effet rejeté le projet, notamment par un vote le 15 mars lors du Conseil commun de la Fonction publique.

Qui s'en étonnerait. Le texte de cette contre-réforme -dont FO demande le retrait en l'état- prévoit un recours exacerbé aux contractuels (recours qui serait systématique dans les communes de moins de 1000 habitants). Il compte organiser la sortie des agents par des mesures de départs volontaires et programme de développer davantage encore la notion de « mérite » dans le salaire et y compris pour les contractuels. Le texte malmène aussi les instances consultatives des personnels, préparant ainsi leur désorganisation pour ne pas dire leur massacre. Entre autres choses, les commissions administratives paritaires (CAP) seraient vidées de leurs prérogatives, les comités techniques et CHSCT fusionneraient.

FO-Fonction publique, qui a déjà transmis son analyse critique aux parlementaires, rencontre actuellement des présidents de groupes de l'Assemblée et organise en ce printemps dans nombre de villes des réunions publiques afin d'informer sur les conséquences désastreuses qu'aurait cette réforme sur les administrations et leurs missions, les emplois publics, les salaires, mais aussi les usagers et citoyens...

Ce texte organise ainsi une attaque frontale contre la Fonction publique et le Statut général fulminent les fonctionnaires FO déplorant que les amendements pour l'instant adoptés aillent dans le même sens que le texte initial.

D'une contre-réforme à l'autre ...

A cette menace s'ajoutent d'autres contre-réformes en cours, tels les projets « pour une école de la confiance » ou encore « ma Santé 2022 ». Comme si cela ne suffisait pas, s'ajoute le dernier projet en date, lequel n'a fait l'objet d'aucune discussion avec les syndicats du public...

Le gouvernement vise ainsi à réaliser une nouvelle réforme territoriale des administrations de l'État, pré-lancée l'été dernier par une circulaire du Premier ministre (24 juillet 2018) laquelle était restée depuis dans les tiroirs. Relancé en ce mois de mai (suite aux annonces du président de la République le 25 avril) avec en vue une prochaine circulaire, le projet prétend redonner au territoire national davantage de services publics de proximité... Ces services, dont les implantations ont été supprimées à tour de bras depuis une vingtaine d'année à la faveur d'une philosophie de regroupements à l'échelon régional voire interrégional. Et des regroupements, notamment de directions ministérielles, qui ont subi aussi au fil du temps de nouvelles fusions de services, des mutualisations de moyens, des suppressions de missions et d'effectifs...

Le projet actuel de réforme va-t-il réparer toutes ces destructions ?

Mieux vaut ne pas y compter. Le projet consisterait surtout à vider de leurs effectifs les services centraux des ministères et à pallier l'absence de services de proximité par des ersatz qui ne seraient en rien de vraies implantations de directions ministérielles. Or, FO rappelle qu'elle demande depuis plusieurs années, un débat de fond sur quel Service public, quelles missions, pour quels acteurs. Pour la FGF FO, « Au lieu de répondre à notre demande, le gouvernement préfère mettre en œuvre une nouvelle réforme sans répondre sur le fond ». Les fonctionnaires sont donc dans l'action.

VENDREDI 24 MAI 2019 VALÉRIE FORGERONT